



# CCF Mandat Actions Zone Euro Rapport de gestion

3<sup>ème</sup> trimestre 2024

# Rapport de Gestion



Jeanne FOLLET  
Gérante

Les marchés ont poursuivi leur tendance haussière sur le troisième trimestre malgré le retour d'une très forte volatilité début août. Les deux éléments marquants ont été le premier relèvement de taux au Japon depuis des décennies qui a entraîné un mouvement de panique passager sur les marchés et la baisse tant attendue des taux par la Réserve Fédérale Des États-Unis (FED)<sup>1</sup>. Les actions européennes ont fait mieux que les actions américaines qui pâtissent de la baisse du dollar sur la période. Les pays émergents se comportent également très bien grâce au rebond de la Chine sur la fin du trimestre.

Aux États-Unis, si les statistiques peuvent souffler le chaud et le froid mois après mois, la désinflation est désormais bien ancrée et la tendance laisse plutôt présager un ralentissement de l'activité. La consommation des ménages tout comme le marché de l'emploi restent suffisamment résilients pour espérer éviter une récession sur les prochains trimestres. Jerome Powell, le Président de la FED, a réitéré lors de la réunion annuelle des banquiers centraux, fin août à Jackson Hole, sa volonté de rester très « data dependent »<sup>2</sup>. Les taux ont bien été baissés le 18 septembre comme attendu mais de façon plus agressive avec 0.5% de baisse au lieu de 0.25%. Ainsi, cela permet à la FED de s'exonérer des critiques à son égard d'une réaction trop tardive par rapport au cycle économique qui a déjà commencé à ralentir.

En zone Euro, la Banque Centrale Européenne (BCE)<sup>3</sup> baisse pour la deuxième fois en trois mois ses taux directeurs de 0.25%. La conjoncture est loin d'être favorable avec l'Allemagne qui n'échappe pas à la récession du fait notamment de son industrie automobile en crise. La France a vu sa situation se dégrader suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, aux attermoissements politiques qui ont suivi et à la fuite en avant de ses déficits budgétaires. L'Espagne et le Portugal, considérés autrefois comme faisant partie des mauvais élèves de la zone Euro en termes d'endettement, voient leurs efforts récompensés avec des taux à 10 ans revenus sur les niveaux de l'OAT<sup>4</sup> 10 ans française, voire en deçà. Cette dernière, à l'inverse, a vu son écart avec le Bund allemand quasiment doubler depuis la dissolution de juin dernier.

Au Japon, la banque centrale (BOJ) a fait paniquer

les marchés fin juillet/début août en laissant présager des remontées de taux plus agressives qu'anticipées. Le pays a permis pendant de très nombreuses années des stratégies de carry trade, à forts effets de levier, qui consistaient à emprunter à des rendements quasi nuls au Japon pour investir ailleurs avec des rendements plus élevés afin de profiter de ces écarts de rémunération. Si la hausse de taux était attendue, l'ampleur des relèvements à venir n'avait pas été correctement anticipée. Une partie de ces stratégies a donc été débouclée, provoquant des baisses très conséquentes sur les marchés. Pour autant, la raison a repris le dessus, considérant que cette correction relevait avant tout d'aspects techniques et non de brusques changements dans les fondamentaux macroéconomiques. Les marchés ont donc très rapidement rebondi pour rattraper la baisse.

En Chine, la banque centrale a également baissé ses taux et des mesures d'une plus grande ampleur viennent d'être prises, notamment pour faciliter le crédit, soutenir le secteur immobilier en plein marasme et la demande domestique en berne. Les marchés viennent de réagir plutôt positivement, mais un peu plus de temps sera nécessaire pour appréhender les impacts réels et les mesures supplémentaires qui pourraient être mises en place.

Sur la période, le mandat actions de la zone Euro a généré une performance positive.

Le coussin de liquidités détenu dans le mandat a eu un impact négatif dans un contexte haussier. Les biais sectoriels ont eu un impact neutre sur la performance. Le mandat a souffert de sa surexposition au secteur de l'énergie et de sa sous-exposition au secteur financier. En revanche, le mandat a bénéficié de sa surexposition au secteur immobilier et de sa sous-exposition au secteur technologique.

La sélection de titres au sein des secteurs a été légèrement défavorable sur la performance relative, avec des événements spécifiques très importants. STELLANTIS a eu un impact négatif en fin de trimestre du fait de son avertissement sur résultats, qui témoigne des difficultés importantes du secteur automobile. METSO a également impacté la performance du mandat du fait de l'absence de rebond des prises de commande dans l'industrie minière.

## Évolution des marchés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 30 septembre 2024



**MSCI Europe (14) (Eur) (NR) : 59,57 % / MSCI EMU (NR) : 53,64 %**

**MSCI Europe (14) (Eur) (NR) :** Indice large composé de plus de 500 valeurs de grandes capitalisations boursières européennes. Exprimé dividendes réinvestis.

**MSCI EMU (NR) :** (ou Morgan Stanley Capital International European Monetary Union) : indice composite représentatif des marchés d'actions d'un certain nombre de pays de la zone Euro, établi et communiqué par Morgan Stanley Capital International. Dividendes réinvestis.

Source : HSBC Asset Management 30 septembre 2024.

Sauf mention contraire, les performances des indices actions ne sont pas présentées en dividendes réinvestis. Les performances présentées ont trait aux années passées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

En revanche, l'entrée dans le mandat de Commerzbank a été bénéfique, du fait de l'augmentation de Unicredit dans le capital de la banque et des possibilités de fusion de leurs entités allemandes. On notera les belle merzbank.

La direction des marchés continuera d'être dictée par le contexte macro-économique et le cycle de désinflation qui structure les politiques monétaires. Avec la baisse de -50 points de base adoptée par la FED, le cycle d'assouplissement monétaire américain est bel et bien engagé. Désormais, ce sont huit grandes banques centrales de la planète qui sont alignées sur un positionnement plus accommodant.

En Chine, les choses commencent également à évoluer favorablement avec des annonces de mesures importantes pour soutenir l'activité via plusieurs canaux.

Toutefois, les facteurs d'incertitude restent nombreux aussi bien sur le plan politique (élections américaines, gouvernement en France) que

géopolitique (regain de tension au Moyen-Orient, Ukraine).

Les perspectives de croissance mondiale restent également très incertaines même si les diverses mesures de soutien à l'activité annoncées en septembre donnent un peu plus de crédibilité à un scénario d'atterrissage en douceur de l'économie.

<sup>1</sup> FED : Réserve Fédérale Des États-Unis.

<sup>2</sup> « Data Dependant » : Les banquiers centraux communiquent, depuis plusieurs mois, sur le fait que leurs décisions de politique monétaire dépendent des dernières données économiques. Le dernier chiffre d'inflation ou de croissance serait déterminant dans leurs choix.

<sup>3</sup> BCE : Banque Centrale Européenne.

<sup>4</sup> OAT : Les OAT (obligations assimilables du Trésor) sont des valeurs assimilables du Trésor à moyen et long terme, de maturité de 2 à 50 ans.

**CCF Mandat Actions Zone Euro** est un mandat actions qui correspond au profil de rendement/risque des marchés actions françaises et européennes.

### Indicateur de risques



### Indicateur SRI : 4/7.

Le SRI (Summary Risk Indicator) est un indicateur global du niveau de risque du produit. L'échelle varie de 1 (le moins risqué) à 7 (le plus risqué). Les données historiques pourraient ne pas constituer une indication fiable pour le futur. Rien ne garantit que la notation restera la même et la classification peut varier à long terme. La note la plus basse n'indique pas que l'investissement est exempt de tous risques. Ne prenez pas de risque inutile. Lisez le Document d'Informations Clés. Le mandat présente un indicateur de risque élevé. La valeur liquidative pourra connaître de fortes variations à la baisse comme à la hausse.

## Risques principaux auxquels le mandat peut être exposé :

- **Perte en capital**

Le capital n'est pas garanti.

- **Gestion discrétionnaire**

Ce risque repose sur l'anticipation du gestionnaire de l'évolution des différents marchés et titres. Il existe un risque que le mandat ne soit investi à tout moment sur les marchés et les titres les plus performants.

- **Actions**

Les fluctuations de ces marchés peuvent impacter la performance du portefeuille à la hausse comme à la baisse.

- **Risque géographique**

Dans l'éventualité d'une modification du périmètre de la zone Euro, (notamment une réduction du nombre d'États membres de la zone Euro), l'incertitude politique et économique suivant une telle modification pourrait avoir une influence négative sur la valeur du portefeuille. En outre, certains titres pouvant alors ne plus être éligibles au portefeuille, la banque se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre en conformité le contenu du portefeuille avec les conditions particulières du présent mandat.

**Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Le montant investi dans le fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse en fonction des variations des cours des actifs et des devises. Il n'y a pas de garantie que l'intégralité du capital investi puisse être récupéré.**

Source : HSBC Asset Management - 30 septembre 2024.

CCF délègue la gestion financière des mandats à HSBC Asset Management. Cette présentation est produite par CCF et est destinée à des investisseurs non professionnels au sens de la directive européenne MIF. Ce document ne revêt aucun caractère contractuel et ne constitue en aucun cas ni un conseil en investissement, ni une sollicitation d'achat ou de vente dans toute juridiction dans laquelle une telle offre n'est pas autorisée par la loi. Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de HSBC Asset Management sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Ils sont liés à la gestion déléguée et ne doivent en aucun cas être utilisés en dehors de ce contexte. Ils ne sauraient constituer un engagement de HSBC Asset Management. L'ensemble des informations contenues dans ce document peut être amené à changer sans avertissement préalable. En conséquence, ni HSBC Asset Management, ni CCF sauraient être tenus responsables d'une décision d'investissement ou de désinvestissement prise sur la base de ces commentaires et/ou analyses. Toutes les données sont issues de HSBC Asset Management sauf avis contraire. Les informations fournies par des tiers proviennent de sources que nous pensons fiables mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude. Le souscripteur éventuel devra au préalable s'assurer de la compatibilité de la souscription avec la réglementation dont il relève, il lui appartient avant toute décision d'investissement de s'assurer que le support considéré correspond à sa situation financière, sa sensibilité aux risques, à son horizon de placement et à ses objectifs d'investissement. Le capital n'est pas garanti. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Pour une information détaillée concernant les risques associés, se référer à la convention de mandat. Votre conseiller en agence se tient à votre disposition pour tout complément d'information.

Les anticipations, projections ou objectifs mentionnés dans ce document sont présentés à titre indicatif et ne sont en aucun cas garantis.

Les caractéristiques et mesures sont fournies à titre indicatif uniquement et sont susceptibles d'être modifiées pour tenir compte des changements de marché. L'allocation présentée est à la date indiquée, peut ne pas représenter l'allocation actuelle ou future et est susceptible d'être modifiée sans préavis.

MSCI. Les données MSCI sont réservées exclusivement à un usage personnel et ne doivent être ni reproduites, ni transmises ni utilisées dans le cadre de la création d'instruments financiers ou d'indices.

Les données MSCI ne sauraient constituer ni un conseil en investissement, ni une recommandation de prendre (ou de ne pas prendre) une décision d'investissement ou de désinvestissement. Les données et performances passées ne sont pas un indicateur fiable des prévisions et performances futures. Les données MSCI sont fournies à titre indicatif. L'utilisateur de ces données en assume l'entière responsabilité. Ni MSCI ni aucun autre tiers impliqué ou lié à la compilation, à l'informatisation ou à la création des données MSCI (les « parties MSCI ») ne se porte garant, directement ou indirectement, de ces données (ni des résultats obtenus en les utilisant). Les Parties MSCI déclinent expressément toute responsabilité quant à l'originalité, l'exactitude, l'exhaustivité, la qualité, l'adéquation ou l'utilisation de ces données. Sans aucunement limiter ce qui précède, en aucun cas une quelconque des parties MSCI ne saurait être responsable de tout dommage, direct ou indirect (y compris les pertes de profits), et ce même si la possibilité de tels dommages avait été signalée ([www.msccibarra.com](http://www.msccibarra.com)).

HSBC Asset Management est la marque commerciale de l'activité de gestion d'actifs du Groupe HSBC, qui comprend les activités d'investissement fournies par nos entités locales réglementées.

HSBC Global Asset Management (France) - 421 345 489 RCS Nanterre. SA au capital de 8.050.320 euros.

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (n° GP99026).

Adresse postale : 38 avenue Kléber 75116 PARIS.

Siège social : Immeuble Cœur Défense | 110, esplanade du Général de Gaulle - La Défense 4 - 92400 Courbevoie - France.

CCF - SA au capital de 147 000 001 €, agréée en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 315 769

257 - Siège social : 103 rue de Grenelle - 75007 Paris. Intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS sous le numéro 07 030 182 ([www.oriass.fr](http://www.oriass.fr)). En cas de besoin, les investisseurs peuvent se référer à la charte de traitement des réclamations disponible par Internet : [www.ccf.fr](http://www.ccf.fr), rubrique « Aide-Contact ». Un formulaire est dédié au traitement des réclamations.

Document non contractuel, mis à jour en octobre 2024.

Copyright : Tous droits réservés © CCF 2024.

AMFR\_2024\_WHOLE\_CL\_0806. Expire : 30/09/2025